

---

États financiers consolidés de  
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni

31 mars 2021

---

---

Responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière	1
Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 4
État consolidé des résultats	5 - 6
État consolidé du surplus cumulé	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de l'investissement net en immobilisations	9
État consolidé de la variation de l'actif net	10
État consolidé des flux de trésorerie	11
Notes complémentaires	12 - 24

---

## **Responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière**

Les états financiers consolidés ci-joints du Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (le « Conseil ») relèvent de la direction et ont été approuvés par la Cheffe et les conseillers.

Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux exigences en matière de rapports financiers stipulées au guide de présentation des rapports de Services aux Autochtones Canada et ainsi, incluent des montants qui sont les meilleurs estimés et jugements de la direction.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de ces états et de mettre en place et de maintenir un système de contrôles internes afin de fournir une assurance raisonnable qu'une information financière fiable est produite.

Le Conseil est responsable de s'assurer que la haute direction assume ses responsabilités à l'égard des rapports financiers et des contrôles internes et est responsable ultimement de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés.

Le Conseil rencontre périodiquement la haute direction ainsi que les auditeurs externes, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de rapports financiers, des problématiques en lien avec l'audit ou les rapports financiers, de s'assurer que chaque partie s'acquitte correctement de leurs responsabilités, et d'examiner les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur externe.

Les auditeurs externes, MNP S.E.N.C.R.L./s.r.l., effectuent un audit indépendant, conformément aux normes canadiennes d'audit et expriment leur opinion sur les états financiers consolidés. Les auditeurs externes ont pleinement et librement accès à la gestion financière de la Première Nation Abitibiwinini et les rencontrent lorsque nécessaire.



Pour : Le Conseil de la Première Nation Abitibiwinini

Le 19 octobre 2021

## Rapport de l'auditeur indépendant

À la Cheffe et conseillers de  
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (le « Conseil »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2021, et les états consolidés des résultats, du surplus cumulé, de l'investissement net en immobilisations, de la variation de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 2021, ainsi que des résultats, du surplus cumulé, de l'investissement net en immobilisations, de la variation de l'actif net et des flux de trésorerie consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Conseil conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Observation – Informations financières non exigées par les NCSP

Nous attirons l'attention sur le fait que le Conseil inclut dans ses états financiers consolidés, certaines informations financières qui ne sont pas exigées par les NCSP. Ces informations, établies conformément aux exigences de Services Autochtones Canada et présentées à la page 6, portent sur l'état consolidé des résultats de l'exercice. Le Conseil a également choisi de présenter un état consolidé de l'investissement net en immobilisations à la page 9. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

### Autres points – rapport du prédécesseur

Les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états consolidés une opinion non modifiée en date du 7 décembre 2020.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Conseil ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Conseil.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Conseil.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Conseil à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Conseil pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*MNP* SENCRL, Srl

<sup>1</sup>

Le 19 octobre 2021

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A137585

# Conseil de la Première Nation Abitibiwinni

## État consolidé des résultats

Exercice terminé le 31 mars 2021

	2021 \$	2020 \$
<b>Revenus</b>		
S.A.C. - Lettre de revue	200 118	(48 510)
S.A.C. - Contribution globale	5 950 446	6 428 837
S.A.C. - Contribution préétablie	582 687	458 841
S.A.C. - Contribution fixe	3 762 126	3 313 675
S.A.C. - Contribution souple	921 859	2 170 904
S.A.C. - Subvention	94 539	94 604
S.A.C. - (Surplus à rembourser)	(10 357)	-
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - Contribution globale	1 562 424	1 447 965
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - Contribution préétablie	23 500	-
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - Contribution fixe	409 755	380 926
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - Contribution souple	672 393	593 323
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - Lettre de revue	(9 762)	(10 458)
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - (Surplus à rembourser)	(121 116)	(12 389)
C.D.R.H.P.N.Q.	411 921	413 894
Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	-	335 991
Conseil en Éducation des Premières Nations	1 022 637	963 169
Contributions des usagers	106 300	54 740
C.S.S.S.P.N.Q.L.	48 896	5 942
Déneigement	14 740	11 875
Inscriptions et commandites	3 339	118 836
Location	96 071	140 447
Ministère de la Culture et des Communications	-	10 000
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	165 139	132 000
Québec en forme	52 000	52 000
Revenus de loyers	617 187	596 986
Revenus d'administration	1 292 534	1 001 716
Revenus d'intérêts	30 022	16 744
Revenus de dividendes	3 574	8 485
Revenus divers et de négociations avec des sociétés minières	4 317 170	4 711 540
Secrétariat aux affaires autochtones	873 858	387 952
Sécurité publique Canada	294 777	267 150
Sécurité publique du Québec	272 101	420 952
Utilisation de la réserve de remplacement	13 045	27 575
Société canadienne d'hypothèques et de logement	267 296	400 777
Société canadienne d'hypothèques et de logement - Lettre de revue	-	16 650
Gain (perte) à la cession d'immobilisations corporelles	(4 480)	600
Gain (perte) à la réévaluation de la juste valeur des placements cotés	1 260 500	(306 500)
Revenus reportés de l'année précédente	3 270 009	1 515 170
Revenus reportés à l'année suivante	(3 615 466)	(3 270 009)
Vente de biens	2 853 569	3 862 165
	<b>27 705 351</b>	<b>26 714 565</b>

**Conseil de la Première Nation Abitibiwinini****État consolidé des résultats**

Exercice terminé le 31 mars 2021

	<b>2021</b>	2020
	\$	\$
<b>Dépenses</b>		
Politique	<b>489 990</b>	475 070
Administration	<b>2 515 453</b>	2 165 481
Éducation	<b>3 114 914</b>	3 015 809
Santé et services de première ligne	<b>3 988 802</b>	3 788 522
Travaux publics	<b>1 772 174</b>	1 598 237
Formation, emploi et développement social	<b>1 888 323</b>	1 743 755
Développement économique	<b>485 217</b>	395 976
Sécurité publique	<b>703 620</b>	500 454
Habitation	<b>1 398 018</b>	1 205 872
Territoire et environnement	<b>384 317</b>	371 966
Autres	<b>2 988 193</b>	4 659 173
	<b>19 729 021</b>	19 920 315
<b>Surplus courant</b>	<b>7 976 330</b>	6 794 250

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**CONCILIATION AUX FINS DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS DE S.A.C.**

	<b>2021</b>	2020
	\$	\$
<b>Surplus courant</b>	<b>7 976 330</b>	6 794 250
Produit de la dette à long terme	<b>75 000</b>	23 600
Remboursement de la dette à long terme	<b>(270 667)</b>	(419 119)
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>(4 404 906)</b>	(3 607 033)
<b>SURPLUS COURANT AUX FINS DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS DE S.A.C.(1)</b>	<b>3 375 757</b>	2 791 698

(1) Le surplus courant avant amortissement est de 4 781 607 \$ (4 026 529 \$ au 31 mars 2020).



**Conseil de la Première Nation Abitibiwinni****État consolidé du surplus cumulé**

Exercice terminé le 31 mars 2021

	<b>2021</b>	2020
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Solde au début	<b>5 269 254</b>	1 206 916
Surplus courant	<b>7 976 330</b>	6 794 250
Transfert à l'état de l'investissement net en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>(4 404 906)</b>	(3 607 033)
Amortissement des immobilisations corporelles et autres	<b>1 411 830</b>	1 234 831
Produit de la dette à long terme	<b>75 000</b>	23 600
Remboursement de la dette à long terme	<b>(270 667)</b>	(419 119)
Ajustements – Lettre de revue S.A.C.	<b>(245 324)</b>	47 188
Ajustements des fonds réservés – Article 95	<b>128 476</b>	(11 379)
Solde à la fin	<b>9 939 993</b>	5 269 254

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Conseil de la Première Nation Abitibiwinini**  
**État consolidé de la situation financière**  
au 31 mars 2021


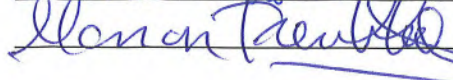
		<b>2021</b>	<b>2020</b>
	Notes	\$	\$
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse		<b>9 604 447</b>	4 751 264
Débiteurs	3	<b>4 451 347</b>	5 391 300
Stocks		<b>78 574</b>	78 574
Placements	4	<b>2 262 344</b>	896 288
Encaisse et dépôts assujettis à des restrictions	5	<b>879 981</b>	593 058
		<b>17 276 693</b>	11 710 484
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>			
Créditeurs et charges à payer		<b>2 364 612</b>	1 927 809
Revenus reportés	10	<b>3 615 466</b>	3 270 009
Contributions à rembourser	7	<b>176 656</b>	14 332
Dette à long terme	11	<b>5 540 545</b>	5 784 861
		<b>11 697 279</b>	10 997 011
<b>ACTIF NET</b>		<b>5 579 414</b>	713 473
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Frais payés d'avance		<b>202 612</b>	165 502
Immobilisations corporelles	6	<b>29 781 241</b>	26 788 165
		<b>29 983 853</b>	26 953 667
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>	8	<b>35 563 267</b>	27 667 140

Éventualité, voir note 17.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



Approuvé par la Cheffe et les conseillers

, membre du conseil  
, membre du conseil

**Conseil de la Première Nation Abitibiwinni**  
**État consolidé de l'investissement net en immobilisations**  
 Exercice terminé le 31 mars 2021

	<b>2021</b>	2020
	\$	\$
<b>INVESTISSEMENT NET EN IMMOBILISATIONS AU DÉBUT</b>	<b>21 053 303</b>	18 206 564
<b>VARIATION DE L'INVESTISSEMENT NET EN IMMOBILISATIONS</b>		
Plus :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>4 404 906</b>	3 607 033
Remboursement de la dette à long terme	<b>270 667</b>	419 119
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	-	600
Remboursement de la dette P.A.R.E.L.	<b>48 649</b>	79 018
	<b>4 724 222</b>	4 105 770
Moins :		
Produit de la dette à long terme	<b>75 000</b>	23 600
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>1 405 850</b>	1 234 831
Produit à la cession d'immobilisations corporelles	<b>1 500</b>	600
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	<b>4 480</b>	-
	<b>1 486 830</b>	1 259 031
<b>INVESTISSEMENT NET EN IMMOBILISATIONS À LA FIN</b>	<b>24 290 695</b>	21 053 303

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Conseil de la Première Nation Abitibiwinini**  
**État consolidé de la variation de l'actif net**  
Exercice terminé le 31 mars 2021

	<b>2021</b>	2020
	\$	\$
<b>SURPLUS COURANT</b>	<b>7 976 330</b>	6 794 250
<b>VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>(4 404 906)</b>	(3 607 033)
Produit à la cession d'immobilisations corporelles	<b>1 500</b>	600
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles	<b>4 480</b>	(600)
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>1 405 850</b>	1 234 831
	<b>(2 993 076)</b>	(2 372 202)
<b>VARIATION DES AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Variation des frais payés d'avance	<b>(37 110)</b>	(161 459)
<b>VARIATION DES SURPLUS ET RÉSERVES</b>		
Variation des surplus et réserves	<b>(17 918)</b>	63 250
Variation du surplus en fiducie	<b>5 914</b>	8 510
Variation de la dette P.A.R.E.L.	<b>48 649</b>	79 018
Ajustements des fonds réservés – Article 95	<b>128 476</b>	(11 379)
Ajustements – Lettre de revue S.A.C.	<b>(245 324)</b>	47 188
	<b>(80 203)</b>	186 587
VARIATION DE L'ACTIF NET	<b>4 865 941</b>	4 447 176
ACTIF (DETTE) NET(TE) AU DÉBUT	<b>713 473</b>	(3 733 703)
<b>ACTIF NET À LA FIN</b>	<b>5 579 414</b>	713 473

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Conseil de la Première Nation Abitibiwinni

## État consolidé des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2021

	Notes	2021 \$	2020 \$
<b>Activités d'exploitation</b>			
Surplus courant		7 976 330	6 794 250
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles		1 405 850	1 234 831
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles		4 480	(600)
Perte (gain) à la réévaluation de la juste valeur des placements cotés		(1 260 500)	306 500
		<b>8 126 160</b>	8 334 981
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	13	<b>1 847 427</b>	(1 226 659)
		<b>9 973 587</b>	7 108 322
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(4 404 906)	(3 607 033)
Variation de l'encaisse et dépôts assujettis à des restrictions		(286 923)	(8 510)
Variation des placements		(105 556)	(479 269)
Produit à la cession d'immobilisations corporelles		1 500	600
		<b>(4 795 885)</b>	(4 094 212)
<b>Activités de financement</b>			
Ajustement des fonds réservés – Article 95		123 304	(11 379)
Variation du surplus en fiducie		5 914	8 510
Variation de la réserve de remplacement – Article 95		(12 746)	63 250
Produit de la dette à long terme		75 000	23 600
Variation de la dette P.A.R.E.L.		48 648	79 022
Remboursement de la dette à long terme		(319 315)	(498 140)
Ajustements – Lettre de revue		(245 324)	47 188
		<b>(324 519)</b>	(287 949)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		<b>4 853 183</b>	2 726 161
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		<b>4 751 264</b>	2 025 103
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>		<b>9 604 447</b>	4 751 264

Voir les renseignements complémentaires présentés à la note 13.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**1. Description de la Première Nation**

La Première Nation est une entité légale non incorporée comme il est défini dans la *Loi sur les Indiens*. Un conseil des Premières Nations est considéré comme un gouvernement local composé d'un Chef et d'au moins deux conseillers qui sont choisis par voie d'élection ou selon les coutumes de la Première Nation pour exécuter les fonctions se rattachant à un gouvernement.

**2. Méthodes comptables**

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public applicables aux gouvernements locaux et émis par le conseil sur la comptabilité dans le secteur public de CPA Canada.

Les principes de la comptabilité par fonds ont été utilisés dans la préparation de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les comptes sont classés dans les fonds conformément aux exigences spécifiées, activités et objectifs. La méthode de comptabilité d'exercice est suivie pour la constatation des revenus et dépenses.

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition.

*Périmètre de consolidation*

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Première Nation ainsi que ceux de sa filiale détenue à 76 %, Gazonord inc. Puisque la filiale ne rencontre pas tous les critères d'une entreprise publique au sens des Normes comptables canadiennes pour le secteur public, elle a été consolidée à 100 %. Les transactions conclues entre ces deux entités ainsi que leurs comptes réciproques ont été éliminés.

*Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont composées de toutes les immobilisations comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé à partir de leur mise en service en fonction de leur durée de vie utile selon les méthodes suivantes :

Bâtiments	Dégressif	2,5	%
Maisons résidentielles	Linéaire	25	ans
Matériel roulant	Dégressif	10 à 20	%
Mobilier et équipement	Dégressif	20	%
Réseau routier	Dégressif	5	%
Systèmes sanitaires	Dégressif	2,5	%

*Constatation des revenus*

Pour la Première Nation, les revenus sont enregistrés dans la période spécifiquement prévue selon les ententes de financement avec les différentes agences gouvernementales et autres organismes. Le financement reçu d'avance aux dépenses encourues est reporté à l'année suivante. Les revenus sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque le prix est déterminé ou déterminable et lorsque l'encaissement est raisonnablement assuré.

## **2. Méthodes comptables (suite)**

### *Constatation des revenus (suite)*

Pour sa filiale Gazonord inc., les revenus sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque les marchandises sont expédiées aux clients ou lorsque les services ont été rendus, lorsque le prix que l'acheteur doit payer est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

### *Utilisation d'estimations*

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, le coût et la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile des actifs à long terme et les revenus reportés. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

### *Revenus et dépenses relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles*

Les revenus et dépenses relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisés dans l'état consolidé de l'investissement net en immobilisations corporelles lorsque les dépenses sont engagées, à condition que la Première Nation réponde aux critères d'admissibilité.

### *Produits à la cession d'immobilisations corporelles*

Les produits à la cession d'immobilisations corporelles et d'immobilisations destinées à la vente sont enregistrés dans l'investissement net en immobilisations.

### *Stocks*

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût comprend le prix d'acquisition, les coûts de transformation et les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Les achats présentés dans l'état consolidé des résultats incluent le coût des stocks comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les produits correspondants sont comptabilisés. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Toute dépréciation des stocks pour ramener ceux-ci à leur valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges dans la période. Lorsque la valeur nette de réalisation augmente par la suite, la dépréciation déjà comptabilisée est reprise et comptabilisée comme une réduction du montant des stocks passés en charges dans le coût des ventes au cours de la période où la reprise a lieu.

### *Placements*

Les placements dans les entités non cotées sont comptabilisés au coût d'acquisition et les placements dans les entités cotées sont comptabilisés à la juste valeur marchande.

**2. Méthodes comptables (suite)***Régime de retraite*

Le coût des prestations au titre du régime de retraite à prestations déterminées correspond à la dépense de retraite.

Le régime de retraite est un régime multi-employeurs à prestations déterminées et est comptabilisé à ce titre comme un régime à cotisations déterminées.

*Emprunts*

Les emprunts assortis de conditions avantageuses sont présentés à la valeur nominale, diminuée du montant de la subvention.

**3. Débiteurs**

	2021 \$	2020 \$
À recevoir de S.A.C.	1 121 464	1 283 121
À recevoir de S.A.C. – D.G.S.P.N.I.	-	320 151
À recevoir de la C.S.S.S.P.N.Q.L.	28 155	4 344
À recevoir de la SCHL	99 211	87 692
À recevoir de la Sécurité Publique du Québec	-	262 242
À recevoir du Conseil en Éducation des Premières Nations	108 189	107 302
À recevoir du C.D.R.H.P.N.Q.	6 195	19 287
À recevoir du Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	46 250	33 000
À recevoir du Secrétariat aux affaires autochtones	776 171	664 782
Loyers à recevoir – Article 95	134 559	168 075
Loyers à recevoir – autres	228 958	306 324
Taxes de vente, sur le tabac et sur le carburant à recevoir	828 289	170 116
Autres comptes à recevoir	1 200 788	2 154 478
	<b>4 578 229</b>	<b>5 580 914</b>
Provision pour créances douteuses	<b>(126 882)</b>	<b>(189 614)</b>
	<b>4 451 347</b>	<b>5 391 300</b>

**4. Placements**

	2021 \$	2020 \$
Groupe Forestier CFOR inc. (détenue à 27,5 %) – 55 actions ordinaires	60 000	60 000
Korara Ressources inc. - cotés, 266 667 actions (1 000 000 actions en 2020)	904 000	310 000
Sphinx Resources Ltd – cotés, 100 000 actions (100 000 actions en 2020)	2 000	1 500
Sayona Mining Ltd - cotés, 27 500 000 actions (27 500 000 actions en 2020)	990 000	220 000
Certificats de placements garantis, 0,05 %	306 344	304 788
	<b>2 262 344</b>	<b>896 288</b>



**5. Encaisse et dépôts assujettis à des restrictions**

	<b>2021</b>	2020
	\$	\$
Surplus en fiducie	<b>396 770</b>	390 856
Surplus d'opération réservé	<b>483 211</b>	202 202
	<b>879 981</b>	593 058

En vertu de l'accord avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un montant annuel par logement doit être placé pour la réserve de remplacement et la réserve d'opération dans un compte de banque distinct et/ou investi uniquement dans des comptes ou instruments assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou placé de toute autre façon que la SCHL peut approuver de temps à autre. Cependant, le Conseil n'a pas placé ce montant tel que requis. Le montant ainsi placé aurait dû s'élever à 935 808 \$ en 2021 (953 726 \$ en 2020).

**6. Immobilisations corporelles**

	<b>Coût</b>	<b>Amortissement cumulé</b>	<b>2021 Valeur comptable nette</b>	2020 Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Terrains	<b>9 154</b>	-	<b>9 154</b>	9 154
Bâtiments	<b>20 908 151</b>	<b>7 557 358</b>	<b>13 350 793</b>	13 800 877
Maisons résidentielles	<b>16 329 317</b>	<b>11 336 960</b>	<b>4 992 357</b>	5 457 279
Matériel roulant	<b>2 202 225</b>	<b>1 031 284</b>	<b>1 170 941</b>	839 033
Mobilier et équipement	<b>4 569 927</b>	<b>3 547 232</b>	<b>1 022 695</b>	843 218
Réseau routier	<b>1 509 936</b>	<b>1 053 390</b>	<b>456 546</b>	485 582
Systèmes sanitaires	<b>5 480 846</b>	<b>2 030 178</b>	<b>3 450 668</b>	3 554 902
Immobilisation en cours	<b>5 328 087</b>	-	<b>5 328 087</b>	1 798 120
	<b>56 337 643</b>	<b>26 556 402</b>	<b>29 781 241</b>	26 788 165

**7. Contributions à rembourser**

	<b>2021</b>	2020
	\$	\$
S.A.C.	<b>28 037</b>	-
S.A.C. – D.G.S.P.N.I.	<b>148 619</b>	14 332
	<b>176 656</b>	14 332

**8. Excédent cumulé**

	<b>2021</b>	2020
	\$	\$
Surplus d'opération réservé	<b>197 030</b>	202 202
Surplus en immobilisations	<b>24 290 695</b>	21 053 303
Surplus en fiducie	<b>396 771</b>	390 857
Réserve de remplacement – Article 95 (note 14)	<b>738 778</b>	751 524
Surplus cumulé	<b>9 939 993</b>	5 269 254
	<b>35 563 267</b>	27 667 140

## 9. Emprunt bancaire

L'emprunt bancaire, au taux préférentiel (2,45 % au 31 mars 2021) majoré de 1,15 %, disponible jusqu'à concurrence de 400 000 \$, est garanti par une hypothèque mobilière sur l'universalité des biens et sur des placements garantis d'une valeur comptable de 306 344 \$. Au 31 mars 2021, aucun montant n'était utilisé (aucun montant au 31 mars 2020). La date du prochain renouvellement est le 31 juillet 2021.

## 10. Revenus reportés

	2021 \$	2020 \$
Planification communautaire globale	33 214	37 075
Projet négociation avec les mines	31 788	-
Développement professionnel et institutionnel	135 984	225 411
Secrétariat condition féminine – Contrer la violence conjugale	142 000	92 000
Programme DPI – Punch-clock	-	9 161
Projet DPI 2020-2021	70 916	-
Négociation minière Sayona	119 250	40 453
Fonds covid - Éducation	3 642	-
CEPN - Éducation spéciale	47 139	-
CEPN - Connexions compétences - Science et technologie	2 452	-
CEPN – Soutien à l'amélioration continue des écoles	44 921	21 439
Formation linguistique	113 000	-
Fonds COVID-19 - DGSPNI	56 327	-
Programme – Santé maternelle et infantile	26 633	19 100
Programme – Sida	44 034	49 296
Principe de Jordan	303 659	227 493
Programme – IDA condition physique	-	620
Programme – Diabète	50 722	44 442
Programme – Syndrome Alcoolisme Fœtal	29 381	19 390
Transport médical (S.S.N.A.)	6 396	12 160
Kike8in Mikana – Chemin de guérison	-	28 127
Soins à domicile	104 330	101 866
Projet Hépatite C – Rencontre Santé Canada	64 689	50 903
Programme - Formation infirmière	3 425	-
Programme Prévention suicide	1 664	2 064
Service de première ligne – Services sociaux (implantation)	558 797	249 021
Gestion du Centre de Santé Pikogan	42 051	75 611
Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPAR)	451 926	292 483
Projet non récurrent – GILHEAD Hépatite C	43 719	43 719
Programme CGMT – Projet présence communautaire	2 236	2 236
Programme Guérisseur traditionnel	10 666	21 505

**10. Revenus reportés (suite)**

	<b>2021</b>	2020
	\$	\$
Prévention des Opiïdes et speed	<b>50 353</b>	21 983
Infections transmissibles Sexuellement / par le sang	<b>7 588</b>	-
Dépenses en immobilisations DGSPNI	<b>75 000</b>	75 000
Lutte contre le cancer	<b>21 755</b>	-
Réfection de la rue Tom Rankin	<b>145 099</b>	344 841
Plan d'investissement en immobilisations	<b>20 639</b>	27 706
FRC	-	110 966
FRC – Jeunesse	-	12 405
Rénovation 10 maisons	-	152 275
Projet construction d'un sixplex 2019-2020	-	739 635
Culture, Patrimoine et Territoire SAA-FIA	<b>673 692</b>	100 684
Ressources Naturelles Canada – Projet Caribou	<b>32 112</b>	18 939
Plan de mesure d'urgence - COVID-19	<b>44 267</b>	-
	<b>3 615 466</b>	3 270 009

**11. Dette à long terme**

	<b>2021</b>	2020
	\$	\$
Emprunt, 2,70 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2036 par versements mensuels de 593 \$, intérêts compris	<b>86 115</b>	90 850
Emprunt, 0,69 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2036 par versements mensuels de 1 334 \$, intérêts compris	<b>216 013</b>	230 290
Emprunt, 2,41 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2034 par versements mensuels de 4 752 \$, intérêts compris	<b>604 193</b>	646 212
Emprunt, 1,30 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2031 par versements mensuels de 957 \$, intérêts compris	<b>98 334</b>	108 472
Emprunt, 1,69 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2028 par versements mensuels de 263 \$, intérêts compris	<b>19 213</b>	22 026
Emprunt, 1,69 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2030 par versements mensuels de 491 \$, intérêts compris	<b>46 182</b>	51 249
Emprunt, 0,46 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2038 par versements mensuels de 726 \$, intérêts compris	<b>141 075</b>	148 555
Emprunts, 1,31 à 2,68 %, garantis par S.A.C., remboursables jusqu'en 2023 à 2040 par versements mensuels de 290 \$ à 2 300 \$, intérêts compris	<b>589 091</b>	642 700

**11. Dette à long terme (suite)**

	<b>2021</b>	2020
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Emprunt à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (P.A.R.E.L.)*	<b>35 438</b>	84 085
Emprunt, 0,50 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2022 par versements mensuels de 896 \$, intérêts compris	<b>896</b>	11 596
Emprunt, 1,05 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2040 par versements mensuels de 591 \$, intérêts compris	<b>104 811</b>	110 633
Emprunt, 1,21 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2042 par versements mensuels de 2 970 \$, intérêts compris	<b>637 569</b>	665 344
Emprunt, 1,03 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2030 par versements mensuels de 438 \$, intérêts compris	<b>42 728</b>	47 515
Emprunt, 1,03 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2030 par versements mensuels de 904 \$, intérêts compris	<b>88 256</b>	98 144
Emprunt, 2,39 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2038 par versements mensuels de 439 \$, intérêts compris	<b>72 758</b>	76 258
Emprunt du Fonds des Bandes, sans modalités de remboursement	<b>50 000</b>	50 000
Emprunt, 6,00 %, garanti par une entente tripartite sur l'universalité des biens meubles et immeubles et par une hypothèque mobilière de premier rang sur l'universalité des biens mobiliers, remboursable sur une période de 10 ans, par versements semestriels de 60 557 \$, intérêts compris, débutant 6 mois après le dernier déboursé	<b>832 873</b>	900 932
Emprunt, 7,00 %, remboursable en un versement unique en 2022	<b>1 800 000</b>	1 800 000
Emprunt, sans intérêt**	<b>75 000</b>	-
	<b>5 540 545</b>	5 784 861
Tranche à court terme	<b>2 068 761</b>	2 069 867
	<b>3 471 784</b>	3 714 994

## 11. Dette à long terme (suite)

- \* Sous ce programme, une entente a été conclue entre le Conseil de la Première Nation Abitibiwinini et la Société canadienne d'hypothèques et de logement concernant une contribution pour les rénovations majeures pour les maisons sur la réserve.

Si toutes les conditions de l'entente sont respectées par le Conseil de la Première Nation Abitibiwinini, l'emprunt sera amorti sur une base linéaire de 3 ans ou 5 ans par des remises gracieuses. Si les conditions ne sont pas respectées, le solde dû sur la balance du prêt devra faire l'objet d'un remboursement selon les normes habituelles (sujet à une charge d'intérêts).

- \*\* La Filiale Gazonord inc. a conclu une entente avec Crevier concernant une contribution pour des rénovations majeures apportées à la station d'essence. Si toutes les conditions de l'entente sont respectées par Gazonord, l'emprunt sera amorti sur une base linéaire de 5 ans à partir d'avril 2021 par des remises gracieuses. Si les conditions ne sont pas respectées, le solde dû sur la balance du prêt devra faire l'objet d'un remboursement selon les normes habituelles (sujet à une charge d'intérêts).

Les versements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	\$
2022	2 068 761
2023	275 041
2024	280 577
2025	289 066
2026	297 021

## 12. Excédent cumulé

Les surplus, tels que présentés en date du 31 mars 2021, ne tiennent pas compte des redressements possibles à la suite de la revue et de l'analyse des états financiers par les Services aux Autochtones Canada (S.A.C.), Services aux Autochtones Canada – Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits (S.A.C. – D.G.S.P.N.I.), Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ainsi que par le Conseil en Éducation des Premières Nation (CEPN). Tout ajustement résultant de ces analyses sera inscrit dans l'année en cours (résultats ou réserves) tel qu'indiqué par S.A.C., SCHL ou CEPN.

## 13. Renseignements complémentaires à l'état des flux de trésorerie

	2021 \$	2020 \$
<i>Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation</i>		
Débiteurs	939 953	(2 452 811)
Frais payés d'avance	(37 110)	(161 459)
Créditeurs et charges à payer	436 802	(283 288)
Revenus reportés	345 458	1 754 839
Contributions à rembourser	162 324	(83 940)
	<b>1 847 427</b>	<b>(1 226 659)</b>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>		
Encaisse	<b>9 604 447</b>	4 751 264

#### 14. Réserve de remplacement – Article 95

En vertu de l'accord avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un montant annuel par logement doit être porté au crédit du compte de la réserve de remplacement, plus les intérêts. Ces fonds et les intérêts cumulés doivent être placés dans un compte de banque distinct et/ou investis uniquement dans des comptes ou instruments assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou placés de toute autre façon que la Société canadienne d'hypothèques et de logement peut approuver de temps à autre. Toute utilisation des fonds du compte doit être approuvée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les retraits sont imputés à l'intérêt d'abord, puis au capital.

	<b>2021</b>	2020
	<b>\$</b>	\$
Solde au début	<b>751 524</b>	688 274
Plus :		
Ajustement de la SCHL	-	11 379
Allocation de l'exercice	<b>66 627</b>	79 446
Contribution supplémentaire	<b>56 976</b>	-
Moins :		
Retrait de la réserve de remplacement	<b>13 045</b>	27 575
Retrait de la réserve pré-1997	<b>123 304</b>	-
Solde à la fin	<b>738 778</b>	751 524

#### 15. Régime de retraite

La Première Nation maintient un régime de retraite à prestations déterminées pour l'ensemble de ses employés. Le régime est administré par le Régime des Bénéfices Autochtone. Les contributions pour les autochtones sont de 6,25 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 1,82 fois ce pourcentage. Pour les non-autochtones, les contributions sont de 4,60 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 1,82 fois ce pourcentage.

Également, pour les autochtones membres du service de police, les contributions sont de 9,50 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 2 fois ce pourcentage. Pour les non-autochtones, les contributions sont de 8,00 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 2 fois ce pourcentage.

Le montant total des frais de pension comptabilisés à titre de dépense au cours de l'exercice est de 532 512 \$ (430 863 \$ au 31 mars 2020).

## **16. Instruments financiers**

### *Justes valeurs*

Les justes valeurs de l'encaisse et dépôts assujettis à des restrictions, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer et des contributions à rembourser correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur du placement dans CFOR inc. n'a pu être déterminée puisqu'il ne s'agit pas d'une société publique. La juste valeur des certificats de placements garantis est égale au coût et les justes valeurs des placements cotés ont été déterminées en fonction de leur cote boursière au 31 mars 2021.

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon le taux d'intérêt que la Première Nation estime pouvoir obtenir actuellement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la dette à long terme s'élève approximativement à 5 553 008 \$ au 31 mars 2021 (5 300 542 \$ au 31 mars 2020).

La juste valeur des prêts P.A.R.E.L et celle de l'emprunt du Fonds des Bandes n'ont pu être déterminées, car ceux-ci ne portent pas intérêt ou leur date d'échéance n'est pas fixée.

### *Risque de crédit*

La Première Nation consent du crédit à ses locataires dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses débiteurs et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances.

### *Risque de taux d'intérêt*

La Première Nation est assujettie au risque de taux d'intérêt, dépendant de la fluctuation du taux préférentiel, car son emprunt bancaire est à taux variable. La majorité des dettes à long terme sont à taux fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt n'est pas significatif. Toutefois, le Conseil est sujet à un risque de juste valeur.

## **17. Éventualité**

- a) La Première Nation assume une responsabilité solidaire pour un prêt à terme de 210 000 \$ pour la Société de développement économique Amik inc. Le solde de cet emprunt au 31 mars 2021 est de 210 000 \$.

Toute perte pour cette éventualité, dont le montant ne peut présentement être déterminé, serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

## **18. Reclassement**

Pour fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été regroupées et reclassées.

## 19. Budget

Les données budgétaires ne sont pas auditées et sont présentées dans chaque état des résultats par projet lorsqu'elles sont disponibles.

## 20. Dépenses par objet

	<b>2021</b>	2020
	\$	\$
Salaires et charges sociales	<b>7 554 019</b>	6 156 599
Achats	<b>2 584 842</b>	3 869 626
Activités	<b>12 766</b>	260 974
Allocation à la réserve de remplacement	<b>123 603</b>	79 446
Allocations aux participants	<b>348 198</b>	80 395
Allocations postsecondaires	<b>139 674</b>	178 712
Allocations – vêtements étudiants	<b>9 321</b>	16 902
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>1 405 850</b>	1 234 831
Appui au programme	<b>89 579</b>	141 373
Assurances	<b>214 136</b>	164 907
Besoins essentiels	<b>491 022</b>	739 138
Besoins particuliers	<b>2 500</b>	1 866
Bourses	-	112 100
Chambres et pensions	<b>1 805</b>	1 810
Contrats	<b>1 799 080</b>	1 092 995
Contributions de l'employeur au régime d'assurance collective	<b>10 824</b>	31 824
Coût de transport	<b>42 022</b>	47 453
Énergie	<b>243 637</b>	240 894
Entretien et réparations	<b>275 339</b>	385 077
Fournitures médicales	<b>15 511</b>	9 657
Frais bancaires et intérêts de la dette à court terme	<b>37 474</b>	41 698
Frais d'administration	<b>1 272 744</b>	942 698
Frais de déplacement	<b>44 873</b>	195 906
Frais d'atelier et de formation	<b>346 195</b>	176 879
Frais de traduction	-	1 238
Honoraires de consultants	<b>319 509</b>	669 786
Honoraires professionnels	<b>340 119</b>	391 068
Intérêts de la dette à long terme	<b>258 373</b>	258 627
Location	<b>87 780</b>	40 471
Matériel	<b>59 760</b>	276 617
Matériel et équipement	<b>526 096</b>	246 708
Mauvaises créances (recouvrées)	<b>(43 360)</b>	55 622
Papeterie et fournitures de bureau	<b>51 390</b>	57 550
Perdiem établissement	<b>451 680</b>	794 832
Perte découlant d'un vol	<b>33 023</b>	243 019
Programmes	<b>38 384</b>	162 813
Publicité	<b>25 035</b>	40
Services municipaux	<b>103 900</b>	61 515
Télécommunication	<b>93 072</b>	91 576
Transfert au Régime des Bénéfices Autochtone (R.B.A.)	<b>177 404</b>	180 341
Trophées et médailles	<b>210</b>	9 827
Frais divers	<b>141 632</b>	174 905
	<b>19 729 021</b>	19 920 315



## 21. Information sectorielle

**Revenus :**

Transferts gouvernement fédéral	250 000
Transferts gouvernement provincial	-
Autres revenus	600
<b>Total revenus</b>	<b>250 600</b>

**Dépenses :**

Salaires et avantages sociaux	325 058
Amortissement des immobilisations corporelles	45 105
Autres dépenses	119 827
<b>Total dépenses</b>	<b>489 990</b>
<b>(Déficit) surplus annuel</b>	<b>(239 390)</b>

Politique		Administration	
2021	2020	2021	2020
\$	\$	\$	\$
250 000	127 500	2 794 271	1 501 571
-	-	-	174 352
600	1 500	5 051 739	4 156 927
<b>250 600</b>	<b>129 000</b>	<b>7 846 010</b>	<b>5 832 850</b>
325 058	337 143	1 033 803	691 128
45 105	35 929	160 676	125 633
119 827	101 998	1 320 974	1 348 720
<b>489 990</b>	<b>475 070</b>	<b>2 515 453</b>	<b>2 165 481</b>
<b>(239 390)</b>	<b>(346 070)</b>	<b>5 330 557</b>	<b>3 667 369</b>

**Revenus :**

Transferts gouvernement fédéral	3 428 916
Transferts gouvernement provincial	-
Autres revenus	(66 215)
<b>Total revenus</b>	<b>3 362 701</b>

**Dépenses :**

Salaires et avantages sociaux	2 088 370
Amortissement des immobilisations corporelles	37 953
Autres dépenses	988 591
<b>Total dépenses</b>	<b>3 114 914</b>
<b>Surplus annuel</b>	<b>247 787</b>

Éducation		Santé et services premières lignes	
2021	2020	2021	2020
\$	\$	\$	\$
3 428 916	3 799 190	4 240 371	3 632 559
-	-	42 317	-
(66 215)	(21 339)	(157 400)	782 442
<b>3 362 701</b>	<b>3 777 851</b>	<b>4 125 288</b>	<b>4 415 001</b>
2 088 370	1 951 572	1 973 549	1 401 881
37 953	31 882	193 334	149 863
988 591	1 032 355	1 826 821	2 244 271
<b>3 114 914</b>	<b>3 015 809</b>	<b>3 993 704</b>	<b>3 796 015</b>
<b>247 787</b>	<b>762 042</b>	<b>131 584</b>	<b>618 986</b>

**Revenus :**

Transferts gouvernement fédéral	2 804 212
Transferts gouvernement provincial	-
Autres revenus	1 434 206
<b>Total revenus</b>	<b>4 238 418</b>

**Dépenses :**

Salaires et avantages sociaux	367 963
Amortissement des immobilisations corporelles	329 384
Autres dépenses	1 086 866
<b>Total dépenses</b>	<b>1 784 213</b>
<b>Surplus (déficit) annuel</b>	<b>2 454 205</b>

Travaux publics		Formation, emploi et développement économique	
2021	2020	2021	2020
\$	\$	\$	\$
2 804 212	4 189 770	1 384 315	1 613 714
-	-	58 579	57 942
1 434 206	(168 030)	158 353	105 675
<b>4 238 418</b>	<b>4 021 740</b>	<b>1 601 247</b>	<b>1 777 331</b>
367 963	280 358	728 484	634 119
329 384	291 811	-	-
1 086 866	1 045 240	1 159 839	1 109 636
<b>1 784 213</b>	<b>1 617 409</b>	<b>1 888 323</b>	<b>1 743 755</b>
<b>2 454 205</b>	<b>2 404 331</b>	<b>(287 076)</b>	<b>33 576</b>

## 21. Information sectorielle (suite)

	Développement économique		Sécurité publique	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
<b>Revenus :</b>				
Transferts gouvernement fédéral	142 258	120 989	294 777	267 150
Transferts gouvernement provincial	171 282	87 952	272 101	246 600
Autres revenus	-	139 033	17 100	18 000
<b>Total revenus</b>	<b>313 540</b>	<b>347 974</b>	<b>583 978</b>	<b>531 750</b>
<b>Dépenses :</b>				
Salaires et avantages sociaux	-	77 038	504 062	302 292
Amortissement des immobilisations corporelles	102 841	82 057	24 907	19 903
Autres dépenses	382 376	236 881	181 104	186 325
<b>Total dépenses</b>	<b>485 217</b>	<b>395 976</b>	<b>710 073</b>	<b>508 520</b>
<b>(Déficit) surplus annuel</b>	<b>(171 677)</b>	<b>(48 002)</b>	<b>(126 095)</b>	<b>23 230</b>
	<b>Habitation</b>		<b>Territoire et environnement</b>	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
<b>Revenus :</b>				
Transferts gouvernement fédéral	548 390	1 517 955	54 560	54 560
Transferts gouvernement provincial	-	-	867 715	432 000
Autres revenus	1 534 307	(246 089)	(475 954)	(40 327)
<b>Total revenus</b>	<b>2 082 697</b>	<b>1 271 866</b>	<b>446 321</b>	<b>446 233</b>
<b>Dépenses :</b>				
Salaires et avantages sociaux	125 504	96 390	237 604	204 179
Amortissement des immobilisations corporelles	464 922	470 238	8 699	3 824
Autres dépenses	807 592	639 244	138 462	164 089
<b>Total dépenses</b>	<b>1 398 018</b>	<b>1 205 872</b>	<b>384 765</b>	<b>372 092</b>
<b>Surplus annuel</b>	<b>684 679</b>	<b>65 994</b>	<b>61 556</b>	<b>74 141</b>
	<b>Autres</b>		<b>Total</b>	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
<b>Revenus :</b>				
Transferts gouvernement fédéral	-	-	15 942 070	16 824 958
Transferts gouvernement provincial	-	10 000	1 411 994	1 008 846
Autres revenus	2 878 393	4 187 826	10 375 129	8 915 618
<b>Total revenus *</b>	<b>2 878 393</b>	<b>4 197 826</b>	<b>27 729 193</b>	<b>26 749 422</b>
<b>Dépenses :</b>				
Salaires et avantages sociaux	169 622	180 499	7 554 019	6 156 599
Amortissement des immobilisations corporelles	38 029	23 691	1 405 850	1 234 831
Autres dépenses	2 780 542	4 454 985	10 792 994	12 563 742
<b>Total dépenses*</b>	<b>2 988 193</b>	<b>4 659 175</b>	<b>19 752 863</b>	<b>19 955 172</b>
<b>(Déficit) surplus annuel</b>	<b>(109 800)</b>	<b>(461 349)</b>	<b>7 976 330</b>	<b>6 794 250</b>

\* Les informations sectorielles sont présentées avant l'élimination des revenus et dépenses aux fins de la consolidation.